

Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN.

Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Un agent de la Ville de Montpellier relevant du cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisé des écoles maternelles est mis à disposition du pôle Ressources Humaines et Relations Sociales de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} juillet 2021 pour une durée de 1 an. Il exercera les fonctions de gestionnaire administratif.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole remboursera à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à disposition d'un agent de catégorie C de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à

cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24 juin 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 juin 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210614-161329-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/06/21
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.